

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI

Coeur défense - Tour B
100 esplanade du Général de Gaulle
92000 Nanterre

Références : UD34/H5/CI/2022/054
Code AIOT : 0006605698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI implanté Mas de Naï Combe Caude 34650 JONCELS. L'inspection a été annoncée le 02/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objet la vérification du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure N° 2021-I-1351 du 17-11-2021 pris au regard des constats effectués lors de l'inspection du 18/05/21, réalisée suite à deux cas de mortalité de vautours fauves déclarés par l'exploitant en avril 2021.

En outre, elle a été l'occasion de revenir sur les réponses apportées par l'exploitant dans ses courriers du 10/09/21 et 10/11/21, suite au rapport de l'inspection réalisée le 18/05/21. Seules les observations et demandes pour lesquelles les réponses nécessitent d'être complétées/précisées ont été abordées et sont reprises dans le présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI
- Mas de Naï Combe Caude 34650 JONCELS
- Code AIOT : 0006605698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien se situe aux lieux-dits « Mas de Nai » et « Combe Caude » sur le territoire de la commune de Joncels. Il est constitué de 14 aérogénérateurs, de puissance unitaire de 0,85 MW, de réseaux électriques souterrains inter-éolienne, d'un poste de livraison, d'un mât de mesure et de pistes de desserte. Les éoliennes sont positionnées sous la forme de 2 lignes d'éoliennes espacées de 630 m suivant les 2 lignes de crêtes du relief orientées dans un axe nord-est/sud ouest. Le parc a été mis en service en avril 2016.

Le parc dispose d'un permis de construire (PC) délivré, par arrêté préfectoral n°2005-1-2181 du 5 septembre 2005.

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant bénéficie du droit d'antériorité pour l'exploitation des éoliennes du parc en application de l'article L513-1 du code de l'environnement.

Ce parc éolien est soumis à autorisation conformément à la rubrique de la nomenclature 2980-1.

Suite à la mortalité d'un aigle royal constatée en 2017 au pied de l'éolienne E14, les dispositions réglementaires encadrant l'exploitation du site ont été renforcées par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2018-I-885 du 6 août 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du respect de la mise en demeure
- Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;

- dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours et 1 mois
4	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport de l'inspection daté du 03/08/2021 (visite sur site du 18/05/21)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport de l'inspection daté du 03/08/2021 (observation 1)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport de l'inspection daté du 03/08/2021 (observation 8)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport de l'inspection daté du 03/08/2021 (SMDS8)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport de l'inspection daté du 03/08/2021 (observation 13)	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois et 1 mois
14	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport de l'inspection daté du 03/08/2021 (observation 15)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21	Rapport de l'inspection daté du 03/08/2021 (observation 20)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	MESURES DE REDUCTION : DETECTION, EFFAROUCHEMENT et ARRET	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Sans objet
3	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Sans objet
5	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Sans objet
7	Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	/	Sans objet
17	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II	/	Sans objet
18	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En réponse à l'arrêté de mise en demeure du 17/11/21, l'exploitant a :

- mis en place un nouveau système de détection de l'avifaune (SDA);
- justifié que ce système couvrait l'ensemble du parc et était adapté aux espèces cibles qu'il a identifiées ;
- formalisé une procédure de mise à l'arrêt des éoliennes en cas de dysfonctionnement (SDA) ;
- présenté une version projet du manuel d'entretien de ce nouvel SDA ;
- présenté une première version des registres de maintenance du SDA et des visibilimètres ;
- justifié des difficultés rencontrées pour le suivi télémétrique de l'Aigle royal.

Au regard de ces avancées, l'inspection des installations classées propose, à ce stade, de ne pas donner suite à l'arrêté de mise en demeure. Toutefois, elle engage l'exploitant à poursuivre ses actions d'amélioration en :

- mettant en cohérence les documents techniques fournis sur le dimensionnement du SDA ;
- finalisant l'ensemble des documents de maintenance (convention, manuel d'entretien, registres, etc...)

En outre, l'inspection précise que deux dispositions (arrêt immédiat des éoliennes en cas de dysfonctionnement et suivi télémétrique de l'Aigle royal) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/08/2018 pourront être amendées lors d'une prochaine modification de cet arrêté. En l'état actuel, il est considéré que l'exploitant :

- met en oeuvre les moyens nécessaires pour réagir rapidement en cas de dysfonctionnement du SDA (traitement de 20 minutes selon la procédure "Consignes système SDA") ;
- a mis en oeuvre les moyens nécessaires pour obtenir les données télémétriques de l'association BECOT.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification du respect de la mise en demeure
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, dans le cas où le système actuel DT Bird mis en place ne puisse pas répondre à l'objectif d'efficacité défini ci-dessus (seuil de mise à l'arrêt non adapté), une amélioration du dispositif existant ou un nouveau système de réduction devra être mis en place afin de répondre aux objectifs de l'article 2.1.1.</p> <p><u>Rappel de l'article 2.1.1 de l'APC de 2018:</u> Régulation des éoliennes par système de détection et d'effarouchement Chaque éolienne est équipée d'un système efficace de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords du mât et dans le champ complet de rotation des pales des éoliennes sur 360° (vision artificielle ou autre technique disponible). Ce système est asservi à des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. L'exploitant justifie : - que le dispositif choisi couvre l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360°, - que les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt retenu sont adaptés. /.../</p> <p>Constats : Par courrier du 13/01/2022, l'exploitant a informé la DREAL de la mise en place d'un nouveau SDA (« Safe Wind » - société BodiWind). La mise en service prévisionnelle était fixée au 15 avril 2022. Le délai de la mise en demeure, fixé au 17/02/22, ne pouvant être respecté, l'exploitant demandait un délai supplémentaire de 2 mois pour la mise en œuvre complète de ce nouveau dispositif. En outre, l'exploitant précisait que le système actuel DT Bird continuerait de fonctionner pleinement et les éoliennes seraient respectivement mises à l'arrêt à chaque désinstallation de ce système et redémarreront à la complète réception du système nouvellement installé.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux ont débuté le 19/04/22, se sont terminés en août 2022 et les machines ont été mises à l'arrêt progressivement.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni, pour chaque éolienne, les rapports d'installation et les rapports de mise en route du nouveau SDA ainsi que l'évolution de la vitesse de rotation des éoliennes sur un pas de temps de 10 min sur cette période (du 19/04/22 au 25/09/22).</p> <p>Une vérification par sondage a été effectuée post-inspection à partir des documents remis : - E07 : le rapport d'installation du SDA précise que les travaux ont débuté le 22/04/22 et que EDF RE a validé la remise en route de cette éolienne le 07/06/22 après la réalisation de tests préconisés par Bodi-Wind. Des tests de connectivité ont été effectués le 07/06/22 puis des tests complémentaires de mesures de débit ont été effectués le 14/06/22. Toutefois, le fichier des vitesses de rotation des éoliennes montrent que l'éolienne a fonctionné les jours suivants : 18/05, 22/05, 23/05, 24/05 et 02/06. - E17 : le rapport d'installation du SDA précise que les travaux ont débuté le 20/04/22 et que EDF RE a validé la remise en route de cette éolienne le 08/08/22 après la réalisation de tests préconisés par Bodi-Wind. Des tests de connectivité ont été effectués le 08/08/22 puis des tests complémentaires de mesures de débit ont été effectués le 14/08/22. Toutefois, le fichier des vitesses de rotation des éoliennes montrent que l'éolienne a fonctionné les jours suivants : 23/05, 24/05, 10/07, 20/07, 01/08 et 05/08.</p> <p>D'après le document BodiWind « Fiches produits », le nouveau système installé est asservi à des fonctions d'effarouchement et de mise à l'arrêt individuelles des éoliennes. Chaque éolienne est équipée de 8 caméras (4 Caméras HD – 5Mp - FOV 98° - vertical / 4 caméras HD – 8Mp – FOV 102°-horizontal) installées à 16 mètres de hauteur et de 2 haut-parleurs.</p> <p>Par mail du 21/09/22 et du 28/09/22, l'exploitant a précisé la liste des espèces ciblées par le</p>

dispositif Safewind sur ce parc : Vautour fauve, Vautour moine, Vautour percnoptère, Aigle royal, Circaète Jean-le-Blanc, Milan royal. Cette liste a été fixée par l'exploitant « en fonction des enjeux rencontrés sur le site et donc au travers des différentes études, de la connaissance du site et de l'évolution des problématiques de collision."

Le document « Dimensionnement du SDA sur le parc éolien de Mas de Nâï » daté du 22/10/22 remis après l'inspection :

- présente les sphères de détection autour des éoliennes ;
- indique qu'« En cas de détection d'oiseaux dans le périmètre de l'éolienne, le SDA envoie un ordre au SCADA de la machine en question pour l'arrêt total de cette dernière... " ;
- présente les distances de détection/régulation théoriques pour réduire le risque de collision avec les 6 espèces cibles identifiées au regard du temps d'arrêt des éoliennes et et des vitesses de vol de ces espèces ;
- conclut qu'une distance de régulation de 600 m doit être paramétrée.

La vitesse de 5 tr/min soit 54 km/h en bout de pales est considérée comme un arrêt machine par l'exploitant.

Les données présentées par l'exploitant sont cohérentes avec les données disponibles sur <https://shiny.cefe.cnrs.fr/eoldist/> .

Demandes de l'inspection :

1 - Dans un délai d'un mois, l'exploitant expliquera pourquoi les éoliennes ont finalement fonctionné pendant la période d'installation du SDA alors même que les tests de mise en route n'avaient pas été finalisés.

2- Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra le « Complément Au Rapport d'installation - Capacité de détection du système » complété avec :

- la liste des espèces cibles mise à jour en cohérence avec les éléments fournis dans les mails du 21/09 et du 28/09/22.
- le nouveau paramétrage de la distance de régulation à 600 m,
- sous le graphique "1- capacité de détection maximale " : ajouter en commentaires l'envergure des espèces cibles du parc ainsi que le type de caméras installées sur le parc (dans les rapports d'installation du SDA les caméras installées sont des "HD – 5Mp – FOV 98° - vertical" et des "HD – 8Mp – FOV 102°- horizontal" : ces caméras correspondent-elles à des caméras 4K - 2,8 mm ou 4K – 12 mm ou à un autre type de caméras ?)

3 – Dans un délai de 15 jours, l'exploitant remettra le justificatif du nouveau paramétrage du SDA (distance et type d'espèces prioritaires).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours et un mois

N° 2 : Vérification du respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1

Thème(s) : Autre, Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Dans un délai d'un mois, démontrer que :

- le dispositif de détection d'oiseau choisi couvre l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360°,
- le seuil de mise à l'arrêt immédiat des éoliennes mis en œuvre suite aux cas de mortalités récents est adapté à la protection de l'avifaune

Constats : Cf point de contrôle n°1 relatif au nouveau SDA installé sur le parc

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification du respect de la mise en demeure
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois, mettre en place une procédure détaillée permettant la mise à l'arrêt immédiat des aérogénérateurs en cas de dysfonctionnement du système de réduction utilisé (caméra, effarouchement, liaison ou autre). Dans ce cas, la remise en route des éoliennes s'effectue après transmission systématique à l'inspection des installations classées d'éléments justifiant la suppression du dysfonctionnement</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis la « Consigne panne système SDA sur le parc éolien de Mas de Naï » datée du 15/02/22.</p> <p>Cette consigne précise les types de dysfonctionnements possibles (mineurs/majeurs) et indique que quelque soit le type de dysfonctionnement rencontré, les éoliennes sont mises à l'arrêt par EDF RE, après avoir vérifié au préalable que les éoliennes ne sont pas déjà en arrêt pour maintenance.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a ajouté que tous les composants sont testés par « Safewind monitors » toutes les 2 min et qu'en cas de dysfonctionnement un mail automatique est envoyé à EDF RE.</p> <p>Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a mis à jour sa procédure (transmission par mails du 30/09/22 et du 09/12/22) en y précisant :</p> <p>* « Les SDA sont monitorés en continu par le prestataire de maintenance via différents moyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une vérification quotidienne du bon respect des consignes d'arrêts envoyées par le SDA à l'éolienne (un arrêt test chaque matin) - Un test de la connectivité internet via ping à l'unité d'analyse toutes les 2 minutes - Un script de vérification lancé continuellement sur les unités d'analyse permettant de contrôler l'état des fonctions logiciels du système (détection d'oiseaux, enregistrement vidéo, etc.). <p>Ces tests sont complétés par la vérification humaine des vidéos de détection qui permettent de s'assurer du bon état des différentes optiques des SDA.</p> <p>Le délai de détection des pannes est donc de 2 minutes. »</p> <p>* « En cas de dysfonctionnement, le fournisseur du système SDA alerte EDF Renouvelables dès détection du problème. Dans le cas du système SafeWind, cette information est communiqué via un mail automatique adressé à l'adresse du parc contact.jonc@edf-re.fr ainsi que l'adresse du Gestionnaire d'actifs, le responsable environnement et le centre de conduite.</p> <p>Le centre de conduite met à l'arrêt la ou les éoliennes concernées, en s'assurant au préalable qu'aucun technicien n'est enregistré sur site via le portail SmartAccess. Le traitement de cette demande demandant un traitement par un opérateur humain, il n'est pas possible de respecter le temps d'arrêt immédiat exigé dans l'APC 2018 encadrant la mise en place d'un SDA sur le parc de Joncels. Un temps de traitement de 20 min maximum est demandé au centre de conduite afin de ne pas dévier de manière significative des exigences réglementaires. Le centre de conduite est opérationnel 7J/7, 24h/24 et 365J/an. »</p> <p>Demandes de l'inspection :</p> <p>Concernant la prescription de l'APC du 06/08/2018 imposant un arrêt immédiat des éoliennes en cas de dysfonctionnement, l'inspection considère que l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour réagir rapidement en cas de dysfonctionnement majeur rencontré sur le SDA installé sur le parc. En l'état actuel, le délai de 20 min sur lequel l'exploitant s'engage pour mettre à l'arrêt les éoliennes concernées est jugé acceptable en réponse à cette disposition de l'arrêté. Cette disposition sera amendée lors d'une future modification de l'arrêté préfectoral du parc.</p> <p>Le bilan périodique des incidents mineurs pourra être transmis à la DREAL tous les trimestres.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Vérification du respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois, s'assurer en tant qu'exploitant par une organisation optimale et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement
Constats : Par courriel du 27/09/22, l'exploitant a remis le contrat de maintenance signé avec la société BiodiWind. BiodiWind, en tant que prestataire, assure un contrôle en continu de plusieurs fonctionnalités du SDA (contrôle de la connexion à distance, de la réception vidéo, de l'envoi d'une consigne de régulation, de la prise en compte d'une consigne de régulation etc...). Dans ce contrat, il n'est pas fait mention de la maintenance préventive sur site décrite dans le manuel d'entretien SafeWind et concernant la vérification annuelle de l'état des équipements constituant le SDA.
Demandes de l'inspection : <u>Dans un délai de 3 mois</u> , l'exploitant confirmera et justifiera que la maintenance préventive sur site prévue dans le manuel d'entretien est incluse au contrat. Cette maintenance sur site devant être effectuée annuellement et le SDA ayant été installé à partir d'avril 2022, il n'est pas proposé à ce stade de suites administratives sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Vérification du respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois, ajouter des contrôles périodiques visant à s'assurer du déclenchement des caméras à partir de 50 lux
Constats : L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que les caméras utilisées avec le nouveau SDA démarrent 15 min avant le lever du soleil et s'arrêtent 15 min après le coucher du soleil. Le démarrage ne dépend donc pas de la luminosité.
Demandes de l'inspection : <u>Dans un délai d'un mois</u> , l'exploitant précisera de quelle manière le paramétrage du SDA prend en compte les heures de lever et de coucher du soleil (éphéméride intégré ? Autre?).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification du respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois, mettre en cohérence le manuel d'entretien et les opérations de maintenance préventive mises en œuvre.
Constats : Cf point de contrôle n°16
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérification du respect de la mise en demeure
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Respect de l'article 2.3.3 de l'APC du 6 août 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois, mettre en place le suivi de l'aigle royal selon les techniques d'inventaire spécifiques (télémétrie ou radar couplés à des jours d'observations terrain avec un minimum d'une semaine par saison) prévues à l'article 2.3.3. A ce titre, les données de télémétrie disponibles pour les années 2018 et 2019 doivent être intégrées aux suivis réalisés pour ces deux années.</p>
<p>Constats : Dans son courrier du 13/01/2022 en réponse à la mise en demeure du 17/11/21, l'exploitant indique que :</p> <p>1- lors de la phase contradictoire en amont de la signature de l'APC du 6 août 2018, il avait attiré l'attention de la DREAL sur l'inutilité de la mise en place d'un suivi radar car ce dernier ne sait pas identifier les espèces en présence sur un site où une grande majorité des individus sont des vautours, approximativement de la même taille qu'un aigle royal.</p> <p>2- des difficultés rencontrées pour conclure des conventions avec l'association BECOT réalisant les suivis télémétriques des Aigles royaux de l'Escandorgues.</p> <p>3 - une convention d'études conclue avec le CEFÉ/CNRS a permis de réunir une partie des données télémétriques de l'Aigle Royal comprises entre mars 2016 et février 2020. Le rapport « Fréquentation du parc éolien de Mas de Naï par les grands rapaces » produit le 14/04/2020 a été remis dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de dérogation espèces protégées requis par la DREAL.</p> <p>En outre, l'exploitant souligne qu'il ne souhaite pas intégrer ces données analysées dans les rapports de suivis environnementaux déjà produits car un tel travail serait trop contraignant et apporterait peu de matière au rapport.</p> <p>Il rappelle dans un mail du 28/09/22 que l'analyse de ces données n'a pas pu être intégrée dans les rapports de suivis environnementaux des années 2018 et 2019 puisque ce rapport CEFÉ/CNRS n'était pas disponible au moment de leur rédaction.</p> <p>Par ailleurs, la prise en compte des données télémétriques de mars 2020 jusqu'en 2023 ne pouvant pas être assurée, l'exploitant sollicite la révision de l'APC du 6/08/18.</p>
<p>Observations :</p> <p>1- Au regard des arguments de l'exploitant, il est admis que le suivi radar ne soit pas réalisé.</p> <p>2- Le rapport CEFÉ/CNRS reprend les données télémétriques globalisées fournies par l'association BECOT.</p> <p>Les difficultés rencontrées pour l'obtention de ces données ne permettent pas à l'exploitant de les intégrer dans les suivis à venir. L'inspection des installations classées prend acte de cette difficulté.</p> <p>3- L'inspection va solliciter l'association BECOT afin que les données de télémétrie (ou leur synthèse) soient transmises pour la bonne application de la prescription préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vérification du respect de la mise en demeure
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Respect de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois, mettre en place un registre recensant l'ensemble des opérations de maintenance qui ont été effectuées sur chaque éolienne (en lien avec le système DTBird et le visibilimètre), leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. Ces éléments doivent reprendre à minima les opérations et fréquence prévues par les manuels d'utilisation (visibilimètre....)
Constats : Les registres de maintenance du visibilimètre et du nouvel SDA ont été envoyés après l'inspection. Ils font apparaître les grandes périodes de maintenance (semestrielle ou annuelle) prévues pour ces deux dispositifs.
Demande de l'inspection : Ces deux registres méritent d'être améliorés et de détailler la nature des différentes opérations de maintenance ou des contrôles périodiques prévus et réalisés pour le visibilimètre et le SDA avec leur fréquence associée (délai : 3 mois). L'inspection rappelle les éléments attendus selon l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 : « L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. »
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 3 mois

N° 9 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21

Référence : rapport de l'inspection daté du 03/08/2021
Thème(s) : Autre, Visite sur site lors de l'inspection du 18/05/21
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Demande de l'inspection (délai : 3 mois) : Contrôler l'état du revêtement des fondations de chaque éolienne, procéder lorsque cela est nécessaire à la réfection de ce revêtement, évacuer via les filières d'élimination appropriées les débris ramassés et transmettre un bilan du contrôle réalisé et des actions menées. Transmettre les justificatifs correspondants.
Constats : Dans son courrier du 10/11/21, l'exploitant indiquait : « des demandes de devis sont en cours afin de réaliser la reprise du revêtement du socle de chaque éolienne et de nettoyer les débris éventuels. Les documents justificatifs vous seront transmis lorsque les travaux seront terminés. » Les revêtements des socles des 14 éoliennes ont été repris. L'exploitant a transmis le bordereau de suivi des déchets évacués suite à ces travaux (date du bordereau : 17/12/21). Lors de la visite du parc, la réfection du revêtement du socle des éoliennes E11 et E12 a été constatée. Toutefois, il reste de nombreux morceaux de revêtement à même le sol tout autour des éoliennes.
Demandes de l'inspection : Dans un délai d'un mois, nettoyer et évacuer via les filières d'élimination appropriées les débris restants autour de chaque éolienne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : Un mois

N° 10 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21
Référence : rapport de l'inspection daté du 03/08/2021
Thème(s) : Autre, Observation 1 du rapport de l'inspection du 18/05/21
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit modifier sa procédure [en cas de mortalité] : - en précisant les moyens mis en place pour détecter les collisions et informer la DREAL, dans les meilleurs délais (délai d'information suffisant pour que des actions puissent être éventuellement rapidement imposées par l'inspection des installations classées), - en prenant en compte les observations formulées par l'inspection au point 1 ci-dessus.
Constats : La procédure a été modifiée (version du 06/09/21). Toutefois, il subsiste la notion d'habilitation pour transporter un cadavre (page 9) : seule une dérogation autorise de déplacer ou transporter un cadavre
Demandes de l'inspection : 1 - <u>Dans un délai d'un mois</u> , corriger la notion d'habilitation dans la procédure. 2 - Il est demandé : - lorsqu'un cas de mortalité (statut de l'espèce > LC sur les listes rouges nationale ou régionale) est détecté, qu'il soit déclaré sous 48 heures ouvrées à la DREAL en transmettant la fiche d'incident dont le modèle est téléchargeable sur le site internet de la DREAL. Le rapport complet est quant à lui communiqué sous 45 jours maximum : il comprend l'analyse des circonstances et des causes de cette mortalité, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter une collision ou barotraumatisme similaire. - pour les mortalités des espèces protégées menacées classées en statut « vulnérable », « en danger » ou « en danger critique » suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale, il convient de transmettre sous 45 jours maximum à l'inspecteur des installations classées une fiche de notification du BARPI complétée. <u>Dans un délai d'un mois</u> , la procédure sera ainsi mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : Un mois

N° 11 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21
Référence : rapport de l'inspection daté du 03/08/2021
Thème(s) : Autre, Observation 8 du rapport de l'inspection du 18/05/21
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> - la justification du nombre de visibilimètre et de leur implantation, - le délai d'arrêt réel du parc éolien en cas de visibilité inférieure à 1 km : confirmation d'un arrêt immédiat par un asservissement machine, - la consigne écrite sur les modalités d'asservissement et les mesures à prendre en cas de dysfonctionnement.
Constats : Concernant la « consigne visibilimètre sur le parc éolien de Mas de Naï » du 26/03/19 remise par l'exploitant avec son courrier du 10 novembre 2021 : <ul style="list-style-type: none"> - En page 1, il est indiqué : « La mise en place d'une gestion des dysfonctionnements du visibilimètre par remontée d'alarme dans le SCADA est en cours de développement par la société GAMESA. »
Demandes de l'inspection : <u>Dans un délai d'un mois</u> , la consigne sera complétée avec : <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des dysfonctionnements du visibilimètre mise en place par la société GAMESA. - la précision suivante « les éoliennes sont remises en route après transmission à l'inspection des installations classées d'élément justifiant la suppression du dysfonctionnement » tel que prescrit dans l'APC de 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : Un mois

N° 12 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21

Référence : rapport de l'inspection daté du 03/08/2021
Thème(s) : Autre, SMDS8 du rapport de l'inspection du 18/05/21
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 17, alinéa II de l'AMPG du 26/08/11 modifié : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit fournir les rapports des deux derniers contrôles.
Constats : Dans son courrier du 10/09/21, l'exploitant transmettait les deux derniers rapports de contrôles relatifs à l'article 17, alinéa II de l'AMPG du 26/08/11 modifié et indiquait : « Le contrôle de ces systèmes est inclus aux maintenances périodiques des installations sous l'intitulé « OGS » dans les documents fournis ». Toutefois, le fichier « Tableau contrôles ICPE JONCELS_v2 » remis en amont de l'inspection fait état de contrôles bien spécifiques pour les 3 vérifications demandées à l'article 17. La vérification du relais OGS concerne uniquement la « vérification de l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. »
Demandes de l'inspection : Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifiera de la réalisation de l'ensemble des tests requis par l'article 17, alinéa II de l'AMPG du 26/08/11 modifié. Il fournira les rapports des deux derniers contrôles pour l'ensemble de ces tests (mise à l'arrêt, mise à l'arrêt d'urgence, mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse).
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : Un mois

N° 13 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21
Référence : rapport de l'inspection daté du 03/08/2021
Thème(s) : Autre, Observation 13 du rapport de l'inspection du 18/05/21
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois après l'expédition des déchets, l'exploitant doit : - transmettre le BSD qui sera établi lors de l'expédition des déchets, - transmettre l'extrait du registre dédié, - justifier du lieu d'expédition des déchets.</p>
<p>Constats : L'exploitant a remis le dernier bordereau de suivi des déchets (BSD) en date 17/12/21 et le registre des déchets. Le BSD indique que les déchets ont été expédiés sur le site de ORTEC INDUSTRIE situé à Fos-sur-Mer. Cette installation est classée 3550 (Stockage temporaire de déchets).</p> <p>Le registre liste 3 expéditions de déchets : 2 en 2018 et 1 en 2021.</p> <p>Lors de la visite du parc, il a été constaté : - que le conteneur où sont entreposés les déchets n'était pas fermé à clé. L'exploitant a finalement décidé de supprimer le cadenas qui y était apposé après que celui-ci ait été rompu à plusieurs reprises par des personnes extérieures. - la présence d'un bidon d'huile, hors rétention, à l'intérieur du conteneur. Le jour de l'inspection, le bidon était vide mais l'exploitant a précisé qu'il était bien stocké dans le conteneur lors de son utilisation courante pour la maintenance.</p>
<p>Demandes de l'inspection : <u>Dans un délai de 3 mois</u>, l'exploitant : - complètera le BSD : en ajoutant le nom et la signature de l'émetteur du bordereau (case 9) - expliquera la différence importante entre la quantité de déchets estimée (1 tonne - case 6) et celle reçue par ORTEC (210 kg - case 10) - fournira le feuillet ou le BSD complémentaire relatif à l'opération de valorisation finale du déchet : la case 12 indique qu'une opération R12 est prévue. En effet, au sens de l'article L.541-2 du code de l'environnement (version en vigueur du 19/12/10), l'exploitant est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. - complètera le registre des déchets conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant les nouvelles dispositions introduites par les articles R.541-43 (version en vigueur au 1er avril 2021) et R.541-45 (version en vigueur au 1er janvier 2022) du code de l'environnement : - transmission par voie électronique au ministre chargé de l'environnement des données constitutives du registre, - mise en place d'une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>En outre, il appartient à l'exploitant de s'assurer en tant que producteur de déchets que ces derniers sont correctement stockés, collectés et éliminés. Comme indiqué supra, il est responsable de ses déchets jusqu'à leur complète élimination et doit ainsi prendre toutes les dispositions nécessaires afin que les déchets ne puissent être dérobés par une personne extérieure.</p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u>, l'exploitant indiquera les moyens mis en place pour empêcher les tierces personnes d'ouvrir le conteneur de déchets.</p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u>, l'exploitant mettra en place une rétention dédiée au stockage des bidons d'huile.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : Trois mois et un mois

N° 14 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21

Référence : rapport de l'inspection daté du 03/08/2021
Thème(s) : Autre, Observation 15 du rapport de l'inspection du 18/05/21
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rappel des demandes de l'inspection 2019 : Le module Batshield de Gamesa a été installé sur les éoliennes depuis le 01/03/2019. Ce module est intégré au SCADA. Tout dysfonctionnement sur le module entraîne un arrêt des mâts. Il est prévu 6 périodes de bridages avec des plages horaires différentes en fonction des périodes de l'année. Suite à l'inspection de 2019, l'exploitant devait transmettre sous un mois les paramètres de bridage corrigés à l'inspection pour la plage d'octobre (revoir la période horaire notamment).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les paramètres avaient bien été corrigés.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra les justificatifs de modification du bridage.</p>
Constats : L'exploitant a remis après l'inspection la fiche de paramétrage chirotères pour les mois de mars à octobre.
Demandes de l'inspection : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le passage à l'heure d'hiver : la fiche de paramétrage n'en fait pas mention. <u>Dans un délai d'un mois</u> , la fiche sera mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : Un mois

N° 15 : Vérification des mesures mises en place suite à l'inspection du 18/05/21

Référence : rapport de l'inspection daté du 03/08/2021
Thème(s) : Autre, Observation 20 du rapport de l'inspection du 18/05/21
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rappel des demandes de l'inspection 2019 : Dans un délai d'un mois, l'exploitant devait transmettre : le courrier envoyé à la DGAC pour lui demander d'inscrire le parc éolien dans la documentation aéronautique. les courriers d'échange avec la DGAC sur le dysfonctionnement de balises les justificatifs de réparation des balises.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra l'ensemble de ces éléments.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis un courriel du 05/11/21 de la DGAC confirmant l'inscription du parc éolien dans la documentation aéronautique. Concernant le dysfonctionnement des balises, il a indiqué dans son courrier du 10/09/21 que les correspondances n'ont pas été retrouvées mais que le contrôle du bon fonctionnement des balises est assuré par la société GAMESA. A ce titre, il a fourni les check-list des opérations de maintenance préventives réalisées sur chacun des éoliennes en 2020. Toutefois, les fiches pour les éoliennes E9, E16 et E17 mentionnent « Correctivo pendiente » à la ligne correspond à la vérification des balises.</p> <p>Lors de la visite sur le parc, il a été constaté que la porte d'entrée de l'éolienne E11 avait été forcée par des personnes extérieures qui ont réussi à pénétrer dans le mât. L'exploitant a précisé que l'incident a eu lieu au cours du mois de septembre : la balise aérienne a été volée.</p> <p>L'exploitant a eu connaissance de cet incident le 13/09/22 et en a informé la DGAC le 14/09/22. Un Notam indiquant aux usagers cette panne de balisage a alors été publié par la DGAC. Ce Notam possède une durée de validité initiale de 3 mois, soit jusqu'au 16 décembre 2022. Si à cette date le balisage n'était toujours pas remis en service, la DGAC souhaite en être informée afin de prolonger la durée de validité du Notam.</p> <p>La porte de l'éolienne peut être de nouveau fermée à clé. Toutefois, la grille de la ventilation a dû être retirée en attente de son remplacement. L'alimentation électrique de la ventilation a été coupée.</p> <p>Demandes de l'inspection : <u>Dans un délai d'un mois</u>, l'exploitant justifiera que les balises des éoliennes E9, E16 et E17 fonctionnent correctement.</p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u>, l'exploitant transmettra la fiche BARPI complétée pour l'effraction de la porte de l'éolienne E11. Il indiquera la date prévue pour le remplacement de la grille de ventilation et fournira les justificatifs nécessaires. Il justifiera également qu'une nouvelle balise a pu être mise en place et qu'elle est bien opérationnelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : Un mois

N° 16 : MESURES DE REDUCTION : DETECTION, EFFAROUCHEMENT et ARRET

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Entretien et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité /.../</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis le manuel d'entretien des éoliennes par GAMESA (daté du 08/05/14). Il a également remis une version projet du manuel d'entretien du SDA.</p>
<p>Demandes de l'inspection : <u>Dans un délai de 3 mois</u>, et conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26/08/11, l'exploitant remet un manuel d'entretien du SDA précis et complet. L'inspection rappelle les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26/11/11 modifié : "L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté." Le manuel complété devra donc détailler les modalités de réalisation des tests et contrôles de sécurité (ex : matériel utilisé pour les contrôles et/ou la méthodologie utilisée). Ce manuel doit être assez précis pour permettre à un agent réalisant la maintenance de trouver les informations essentielles à la réalisation des opérations de la maintenance du SDA. En outre, le manuel précisera si la maintenance préventive annuelle prévoit le remplacement préventif de certaines pièces.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II
Thème(s) : Autre, Transmission / mise à disposition du suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : /.../ l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, /.../ les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis /.../</p> <p>Constats : Les rapports de suivi de la migration de l'avifaune, de l'avifaune nicheuse, de l'aigle royal et le suivi de mortalité pour l'année 2021 ont été remis en septembre 2022. Le suivi de l'activité des chauves-souris en nacelle a été transmis en novembre 2022. Le rapport de suivi de la mortalité fait état de : - La mortalité estimée moyenne pour les oiseaux est de $5,73 \pm 0,88$ (avec un niveau très faible de fiabilité lié notamment au faible nombre de cadavres détectés), soit une mortalité moyenne par éolienne par an de moins d'un individu (0,4). Toutefois, en l'espace d'une semaine, 2 Vautours fauves sont morts sur le parc suite à une collision avec les pales des éoliennes. - Concernant les chiroptères, aucun cas de mortalité accidentelle n'a pas pu être détecté cette année. Par conséquent, il n'a pas été impossible d'effectuer les calculs d'estimation pour ce groupe.</p> <p>Le bureau d'études formule plusieurs recommandations : - Concernant l'avifaune, « il serait intéressant de connaître les conditions météorologiques (régime de vent notamment) existant au moment des collisions [des 2 vautours fauves] afin de prêter une attention particulière à ces conditions de vol des vautours. Il serait également intéressant de mettre en parallèle les résultats de l'étude sur la fréquentation des vautours sur le site et ces cas de mortalité. De plus, un seul cas a pu être détecté au DTBird® mettant en lumière les délais de maintenance des systèmes conduisant à leur défaillance et à des collisions qui auraient peut-être pu être évitées. » - Concernant les chiroptères, le bridage mis en place prouve son efficacité depuis son déploiement et doit être maintenu afin de limiter les risques de collision accidentelle.</p> <p>Demandes de l'inspection : Pour les suivis à venir et notamment les suivis de l'année 2022, l'exploitant fournira une fiche d'engagements/un plan d'actions adopté suite aux recommandations des bureaux d'études dans les différents suivis. <u>Dans un délai de trois mois</u>, l'exploitant proposera la fréquence de reconduite envisagée de ces différents suivis (cf. article 2.3.1 et 2.3.2 de l'APC 2018) pour validation de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Retour d'expérience sur la mortalité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Autre, Découverte et information à la DREAL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant /.../ est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 /.../
Constats : D'après le registre de la mortalité tenu à jour par l'exploitant un cas de mortalité a été découvert depuis l'inspection du 18/05/21 : il s'agit d'une pipistrelle de KUHL découverte en août 2022 (statut LC).
Demandes de l'inspection : Il est rappelé qu'un bilan des mortalités constatées (cas des mortalités d'espèces ayant un statut < NT) doit être remis chaque année (cf. article 2.3.2 de l'APC de 2018) : l'exploitant transmettra le registre de suivi des mortalités de l'année 2022 <u>en janvier 2023</u> .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet